



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture
Octobre 2020

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
II.1. Indice de la production industrielle	1
II.2. Café	1
II.3. Thé.....	1
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
IV. COMMERCE EXTERIEUR	2
IV.1. Exportations	3
IV.2. Importations	3
V.TAUX DE CHANGE	3
VI. FINANCES PUBLIQUES	4
VI.1. Recettes	4
VI.2. Dépenses	4
VI.3. Dette publique.....	4
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES.....	5
VII.1. Base monétaire	5
VII.2. Masse monétaire.....	5
VII.3. Contreparties de la masse monétaire	6
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	6
VIII. 1. Emplois	6
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE	6
IX. 1. Adéquation des fonds propres.....	7
IX. 2. Qualité du portefeuille crédits	7
IX. 3. Rentabilité	7
IX. 4. Liquidité	8
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	9
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)	10
ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS.....	11

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution des secteurs de la production, des prix, du commerce extérieur et du taux de change, des finances publiques, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité du secteur bancaire à fin octobre 2020.

En glissement annuel, le secteur réel a été caractérisé, au mois d'octobre 2020, par une augmentation de la production industrielle et des apports du café parche, alors que la production du thé en feuilles vertes a baissé.

S'agissant des prix à la consommation, l'inflation s'est accrue au mois d'octobre 2020 par rapport à la même période de 2019.

Le solde de la balance commerciale s'est davantage détérioré à fin octobre 2020 par rapport à la même période de 2019. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au Dollar américain.

Par contre, le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est allégé à fin octobre 2020 par rapport à la même période de 2019.

Concernant le secteur monétaire, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues. Le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté à fin octobre 2020. Les dépôts et les crédits à l'économie ont augmenté. S'agissant de la solidité financière, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

II. PRODUCTION

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle et les apports de café parche se sont accrus au mois d'octobre 2020 tandis que la production cumulée de thé en feuilles vertes a diminué.

II.1. Indice de la production industrielle

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle s'est accru de 25,3% au mois d'octobre 2020, s'établissant à 199,6 contre 159,4. Cette augmentation a été principalement tirée par l'accroissement de la production de boissons de la BRARUDI (+8,6%), de sucre (+42,7%) et de cigarettes (+68,5%).

Par rapport au mois précédent, cet indice a diminué de 5,2%, essentiellement en liaison avec la diminution de la production de boissons de la BRARUDI (-6,6%), de cigarettes (-7,0%) et de savons (-14,9%). Toutefois, la production de sucre (+1,3%), d'huile de coton (+23,1%) et de peinture (+5,4%) ont augmenté.

II.2. Café

Les apports du café parche de la campagne 2020/2021 ont augmenté de 25,7% à fin octobre 2020 par rapport à la même période de la campagne précédente, s'établissant à 1.413 contre 1.124 tonnes. Cette augmentation est liée à la cyclicité du caféier.

II.3. Thé

Au mois d'octobre 2020, la production de thé en feuilles vertes a baissé de 17,8% par rapport à la même période de 2019, s'établissant à 2.496,8 contre 3.039,1 tonnes. De même, la production cumulée

a diminué de 3,4% à fin octobre 2020, se fixant à 42.140,4 contre 43.629,2 tonnes à la même période de 2019.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

En glissement annuel, l'inflation globale s'est établie à 7,0% au mois d'octobre 2020 contre 4,0% à la même période de l'année précédente. Cette augmentation a essentiellement porté sur les prix des produits alimentaires (+12,1 contre +6,4%) et, dans une moindre mesure, sur les prix des produits non alimentaires (+2,0 contre +1,8%).

Taux d'inflation (en %) (IPC: base 2016/2017 =100)

	oct-19		oct-20	
	IPC	Inflation	IPC	Inflation
Inflation globale	111,7	4,0	119,5	7,0
1. Inflation alimentaire	105,7	6,4	118,5	12,1
- Pains et céréales	110,9	12,0	118,5	6,9
- Viande	130,6	13,5	143,6	10,0
- Poissons et Fruits de mer	148,8	32,5	155,2	4,3
- Lait, fromage et œuf	114,6	3,0	123,5	7,8
- Huiles et graisses	116,3	6,3	116,7	0,3
- Fruits	114,0	-10,1	141,6	24,2
- Légumes	92,8	0,2	111,0	19,6
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	108,2	0,6	111,6	3,1
- Produits alimentaires n.c.a	120,1	2,5	128,3	6,8
2. Produits non alimentaires	118,2	1,8	120,6	2,0
- Boissons alcoolisées et Tabac	112,6	-2,3	114,5	1,7
- Articles d'habillement et articles chaussants	121,8	3,8	129,1	6,0
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	123,0	2,5	128,8	4,7
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	120,4	2,4	121,5	0,9
- Santé	118,2	3,6	121,7	3,0
- Transport	117,0	-1,9	117,0	0,0
- Communications	101,3	0,1	101,4	0,1
- Loisirs et culture	129,5	12,5	130,9	1,1
- Enseignement	139,6	2,5	142,0	1,7
- Restaurants et hôtels	114,0	0,4	113,3	-0,6
- Biens et services divers	119,8	2,9	121,9	1,8
Energie, carburant et combustibles	135,4	1,0	144,7	6,9
3. Inflation Sous-jacente	115,9	4,2	119,1	2,8

Source: BRB à partir des données de l'ISTEEBU.

La hausse des prix des produits alimentaires est principalement expliquée par celle des prix des sous-rubriques

«Fruits» (+24,2 contre -10,1%), «Légumes» (+19,6 contre 0,2%), «Lait, fromage et œuf» (+7,8 contre 3,0%) ainsi que des autres produits alimentaires (+6,8 contre 2,5%).

La hausse modérée de l'inflation non alimentaire est principalement expliquée par une augmentation des prix des sous-rubriques « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+4,7 contre +2,5%), « articles d'habillement et chaussures » (+6,0 contre +3,8%) et « Boissons alcoolisées et tabac » (+1,7 contre -2,3%) conjuguée à la baisse des prix de la sous-rubrique « Restaurants et hôtels » (-0,6 contre 0,4%) et à une décélération des prix des autres sous-rubriques.

En glissement annuel, l'indice des prix combinant les prix de l'énergie, du carburant et d'autres combustibles a augmenté au mois d'octobre 2020 par rapport à la même période de l'année précédente (+6,9 contre +1,0%).

L'inflation globale excluant les prix des produits alimentaires et l'énergie, qui est l'approximation de l'inflation sous-jacente, a ralenti au mois d'octobre 2020 comparée à celle de la même période de l'année précédente (+2,8 contre +4,2%).

IV. COMMERCE EXTERIEUR

Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé à fin octobre 2020 par rapport à la même période de 2019, suite à la hausse des importations (1.467.9 contre 1.344.6 Mds de BIF) et à la diminution des exportations (253,0 contre 288.1 Mds de BIF). Le total des échanges (importations + exportations) s'est accru de 5,4%.

IV.1. Exportations

Les exportations ont diminué tant en valeur (-12,2%) qu'en volume (-5,2%) à fin octobre 2020 par rapport à la même période de 2019.

La diminution en valeur n'a porté que sur les exportations des produits primaires (171.972,1 contre 229.454,6 MBIF) ; les exportations des produits manufacturés ayant, par contre, augmenté (81 006,0 contre 58.617,9 MBIF).

S'agissant des exportations des produits primaires, la diminution a essentiellement concerné l'or non monétaire (-25,3%) et le café marchand (-42,8%). En revanche, la hausse des exportations des produits manufacturés a été principalement tirée par les cigarettes (+80,2%) et les produits classés dans « Autres » (+55,0%).

En volume, la diminution des exportations a porté sur les produits manufacturés (46.447 contre 51.264 tonnes) tandis que le volume des exportations de produits primaires a augmenté (34.291 contre 33.881 tonnes).

IV.2. Importations

Les importations cumulées à fin octobre 2020 ont augmenté de 9,2% en valeur et de 3,8% en volume par rapport à la même période de 2019.

En valeur, cette augmentation a principalement porté sur les biens de production (643.999,1 contre 602.427,4 MBIF) et d'équipement (307.009,0 contre 227.278,1 MBIF) ainsi que sur les biens de consommation, dans une moindre mesure (516.931,0 contre 514.938,9 MBIF).

La hausse des importations de biens de production a principalement concerné les produits destinés à la métallurgie (+44,2%), à l'agriculture et élevage (+41,0%) ainsi que les produits chimiques (+32,0%). Toutefois, les importations de biens destinés à la construction ont baissé (-9,3%).

L'augmentation des importations de biens d'équipement a essentiellement concerné le matériel électrique (+96,0%), les chaudières et engins mécaniques (+41,5%) et les pièces et outillages (+70,6%).

L'accroissement des importations de biens de consommation a principalement été tiré par les véhicules (+21,9%) et les produits alimentaires (+3,8%). En revanche, les importations de textile ont baissé (-25,9%).

En volume, la hausse des importations a porté sur les biens de production (739 974 contre 702.405 tonnes) et les biens d'équipement (46.284 contre 42.043 tonnes). Toutefois, le volume des importations de biens de consommation a baissé, s'établissant à 194.583 contre 200.471 tonnes.

V.TAUX DE CHANGE

Comparé à la même période de 2019, le BIF s'est déprécié de 3,62% par rapport au Dollar américain au mois d'octobre 2020; le taux de change mensuel moyen s'est établi à 1.934,21 contre 1.866,69 BIF pour une unité de Dollar américain.

A fin de période, le BIF s'est déprécié de 3,59% par rapport au Dollar américain, le taux de change passant de 1.869,60 à 1.936,54 BIF pour une unité de Dollar

américain de fin octobre 2019 à fin octobre 2020.

VI. FINANCES PUBLIQUES

A fin octobre 2020, le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est allégé par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 456.296,5 à 382.261,8 MBIF, suite à l'augmentation des recettes combinée avec la diminution des dépenses.

VI.1. Recettes

Les recettes cumulées ont augmenté de 7,3 % à fin octobre 2020, se fixant à 884.883,5 contre 824.972,7 MBIF à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'accroissement des recettes fiscales (+55.525,5 MBIF) et non fiscales (+4.385,2 MBIF).

Par contre, les recettes du mois d'octobre 2020 ont diminué de 3,8% par rapport au même mois de 2019, s'établissant à 92.487,3 contre 96.140,5 MBIF. Cette baisse a porté sur les recettes fiscales (-4.162,4MBIF), les recettes non fiscales ayant légèrement augmenté (+509,2 MBIF).

VI.2. Dépenses

Les dépenses cumulées ont légèrement diminué de 1,1% au mois d'octobre 2020, se fixant à 1.267,1 contre 1.281,3 Mds BIF à la même période de 2019. Les dépenses engagées au mois d'octobre 2020 ont baissé de 37,8% par rapport au même mois de 2019, s'établissant à 94.368,3 contre 151.672,9 MBIF.

Les dépenses de personnel cumulées ont augmenté de 23,7% à fin octobre 2020,

s'établissant à 453.256,5 contre 366.290,1 MBIF à la même période de 2019.

VI.3. Dette publique

La dette publique totale s'est accrue de 18,4% à fin octobre 2020, s'établissant à 3.811,7 contre 3.218,3 Mds de BIF à la période correspondante de l'année précédente, en rapport avec l'accroissement, à la fois, de la dette intérieure (+24,5%) et de la dette extérieure (+7,8%).

Par rapport au mois précédent, l'encours de la dette publique s'est légèrement accru de 0,6%, en liaison avec l'augmentation de la dette intérieure (+0,6%) et de la dette extérieure (+0,4%).

VI.3.1. Dette intérieure

En glissement annuel, la dette intérieure s'est accrue de 526.922,0 MBIF à fin octobre 2020, passant de 2.280,8 à 2.807,8 Mds de BIF. Cette augmentation a essentiellement porté sur l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire, sous forme de titres du Trésor (+281.976,3 MBIF) et sur les avances de la Banque Centrale à l'Etat (+150.000 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette intérieure a augmenté de 17.104,0 MBIF, en liaison notamment avec l'accroissement de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+21.904,0 MBIF), partiellement contrebalancé par la diminution de l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur non financier (-4.800,0 MBIF).

VI.3.2. Dette extérieure

En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 66.440,9 MBIF à fin octobre 2020, passant de 937,5 à 1.003,9 Mds de BIF. Cet accroissement a résulté des tirages (35.856,6 MBIF) et des plus-values de réévaluation (52.083,9 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette en principal (21.499,5 MBIF).

Par rapport au mois précédent, l'encours de la dette extérieure a légèrement augmenté (+3.924,1 MBIF), en liaison avec les nouveaux tirages (2.949,3 MBIF) et les plus-values de réévaluation (3.681,4 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement (2.706,6 MBIF).

Exprimée en Dollar américain, la dette extérieure a augmenté de 16,8 MUSD en glissement annuel, s'établissant à 519,0 MUSD à fin octobre 2020 contre 502,2 MUSD.

VII. BASE MONÉTAIRE, MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire ont augmenté à fin octobre 2020, suite à l'accroissement des avoirs intérieurs nets.

VII.1. Base monétaire

La base monétaire s'est accrue de 14,6% à fin octobre 2020, contre 7,6% à la même période de 2019, passant de 613.077,1 à 702.346,1 MBIF, principalement en liaison avec l'augmentation des billets et pièces en circulation (+18,7 contre +17,0%) et des dépôts des banques commerciales à la Banque Centrale (+15,3 contre -15,2%).

VII.2. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 22,8% à fin octobre 2020 contre 19,7% à la même période de 2019, s'établissant à 2.555,7 contre 2.080,4 Mds de BIF, en rapport avec la hausse de l'agrégat monétaire M2 (+23,5 contre +20,9%) et des dépôts en devises des résidents (+16,1 contre +8,0%).

La progression de la masse monétaire M2 a porté sur les dépôts à vue (+16,0 contre 1,5%), les dépôts à terme et d'épargne (+43,8 contre +14,9%) ainsi que sur la circulation fiduciaire hors banques (+19,1 contre +21,5%).

L'augmentation des dépôts à vue en BIF a été principalement tirée par ceux des ménages (+27,4 contre +27,8%), des sociétés non financières publiques (+16,6 contre +1,9%) et ceux classés dans les autres comptes (+72,2 contre -17,3%).

L'accroissement des dépôts à terme et d'épargne en BIF a concerné les placements des autres sociétés non financières (+80,0 contre +47,8%), des ménages (+35,1 contre +20,0%) et ceux classés dans les autres comptes (+18,5 contre +5,2%). Par contre, les placements à terme et d'épargne des sociétés non financières publiques ont continué à baisser (-37,7 contre -67,0%).

La hausse des dépôts en devises des résidents a porté sur ceux des ménages (+28,1 contre 6,4%), des autres sociétés non financières (+7,6 contre -3,3%) et ceux classés dans les autres comptes (+4,6 contre +43,6%). En revanche, les dépôts en devises des sociétés non

financières publiques ont continué à baisser (-17,2 contre -54,3%).

VII.3. Contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, le crédit intérieur (3.380,2 contre 2.714,3 Mds de BIF) s'est accru de 24,5% à fin octobre 2020, contre 16,2% à la même période de 2019, en rapport avec la hausse, à la fois, des créances nettes sur l'Etat (+33,7 contre +19,2%) et des créances sur l'économie (+12,9 contre +12,6%).

L'accroissement des créances nettes sur l'Etat a porté sur celles des banques commerciales (+27,8 contre +44,9%) et les engagements nets de l'Etat envers la Banque Centrale (+65,0 contre -36,5%).

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 29,2% à fin octobre 2020. Cette baisse a résulté de l'augmentation des engagements (+31,1 contre -5,1%) qui a contrebalancé l'accroissement des avoirs extérieurs bruts (+32,8 contre -0,1%).

Les réserves officielles de change se sont améliorées de 14,0% contre une baisse de 7,9% à la même période de 2019. Ces réserves couvraient 0,9 mois d'importations de biens et services à fin octobre 2020 même niveau que celui de la même période en 2019.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

En glissement annuel, le bilan agrégé du secteur bancaire s'est amélioré au mois d'octobre 2020. L'augmentation de l'actif a été tirée les placements en titres du Trésor et les crédits à l'économie.

Du côté passif, l'accroissement a principalement porté sur les dépôts de la clientèle. La qualité du portefeuille crédit s'est légèrement améliorée et le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé.

VIII. 1. Emplois

L'actif du secteur bancaire s'est accru de 19,2% à fin octobre 2020, se fixant à 3.722,4 contre 3.123,2 Mds de BIF à fin octobre 2019. Cette augmentation a été essentiellement due à la hausse des placements en titres du Trésor (+22,0%) et des crédits à l'économie (+17,8%).

La part des titres du Trésor dans le total actif du secteur bancaire est demeurée prépondérante par rapport aux autres actifs. Elle a atteint 42,5% du total actif à fin octobre 2020 contre 41,5% à fin octobre 2019. Celle du portefeuille crédits au secteur privé a légèrement baissé, se fixant à 34,2 contre 34,6%.

VIII. 2. Ressources

Les dépôts de la clientèle ont augmenté de 25,6% en glissement annuel, s'établissant à 2.186,9 Mds de BIF à fin octobre 2020 contre 1.740,5 Mds de BIF. Les refinancements de la BRB envers les établissements de crédit ont reculé de 21,0%, se fixant à 325,3 MBIF à fin octobre 2020 contre 411,9 MBIF à fin octobre 2019.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté à fin octobre 2020 par rapport à la même période de 2019. Par conséquent, les ratios de solvabilité et de rentabilité se sont légèrement améliorés.

IX. 1. Adéquation des fonds propres

En glissement annuel, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté, se fixant à 442.967,3 MBIF à fin octobre 2020 contre 358.250.0 MBIF à fin octobre 2019.

Les ratios de solvabilité¹ de base et globale se sont légèrement améliorés, passant respectivement de 27,8 et 30,1% à fin octobre 2019 à 28,6 et 30,7% à fin octobre 2020. De même, le ratio de levier² a faiblement augmenté, établissant à 11,1 contre 10,6%.

IX. 2. Qualité du portefeuille crédits

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédit du secteur bancaire s'est améliorée. Le taux de détérioration global est passé de 7,7% à fin octobre 2019 à 6,2% à fin octobre 2020, principalement en liaison avec la radiation des créances compromises qui datent de deux ans dans les bilans des établissements de crédit.

En glissement annuel, les taux de détérioration ont baissé dans les secteurs de l'industrie (0,6% contre 14,6%) du commerce (5,4 contre 6,6%), de la construction (5,0 contre 6,9%) et du tourisme (39,5 contre 48,0%).

Par contre, les portefeuilles crédit alloué à l'agriculture et dans le tourisme se sont détériorés par rapport au mois correspondant de 2019, atteignant des taux de détérioration respectifs de 10,6 et

43,5% à fin octobre 2020 contre 5,8 et 40,1% au même mois en 2019.

Les créances non performantes ont baissé de 27,7% à fin octobre 2020, s'établissant à 49.401,3 contre 68.293,6 MBIF à la même période de 2019, en rapport avec la radiation des créances compromises.

Le risque de concentration sur les grands risques³ est demeuré important, se fixant à 31,8% du portefeuille crédit global à fin octobre 2020 contre 27,1% à la même période de 2019.

De plus, bien qu'ayant reculé, le risque de concentration dans le secteur commerce demeure élevé, le crédit accordé à ce secteur représente 28,9% du total du crédit à l'économie à fin octobre 2020 contre 31,8% à fin octobre 2019.

IX. 3. Rentabilité

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 14,1% en glissement annuel, se fixant à 241.960,3 MBIF à fin octobre 2020 contre 211.969,4 MBIF à fin octobre 2019.

De même, le Résultat Net a augmenté de 20,6%, s'établissant à 125.960,3 contre 103.692,7 MBIF. Le rendement des actifs (ROA) a légèrement augmenté, se fixant à 3,4 contre 3,3% tandis que celui des fonds propres (ROE) a légèrement baissé, passant de 28,9% à 28,2%.

¹ La limite réglementaire minimale est de 12,5% pour le ratio de solvabilité de base et de 14,5% pour le ratio de solvabilité globale.

² La limite réglementaire minimale est de 5% pour le ratio de levier.

³ La circulaire n°06/2018 relative à la division des risques de crédit des établissements de crédit, un grand risque est un prêt dont le montant est supérieur à 10% des Fonds Propres de base.

IX. 4. Liquidité

Le ratio de liquidité à court terme (LCR)⁴ en BIF a diminué à fin octobre 2020, se fixant à 225,3 contre 231,8%.

Par contre, le ratio de liquidité à court terme en devises a augmenté, en glissement annuel (193,5 contre 126,1%).

De même, la concentration des dépôts auprès de dix gros déposants a augmenté, la part des dix gros déposants dans le total des dépôts s'est établie à 52,1 à fin octobre 2020 contre 45,7% à la même période de l'année précédente.

⁴ La circulaire n°04/2018 relative au ratio de liquidité à court terme des banques définit le LCR comme étant le ratio entre l'encours des actifs liquides de haute qualité (c'est-à-dire des actifs qui peuvent être facilement et immédiatement convertibles en liquidité sans ou avec une faible perte de leur valeur en période de forte tension de liquidité) et le total des sorties nettes de trésorerie dans les 30 jours calendaires suivants.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	août-2019	sept-2019	oct-2019	août-2020	sept-2020	oct-2020
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	194,5	169,9	159,4	213,8	210,6	199,6
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T par campagne) (1)	7 483,4	8 327,0	8 423,1	13 690,8	14 815,2	16 228,4
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	38 611,2	40 590,2	43 629,2	38 008,4	33 643,5	42 140,4
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	110,1	111,1	111,7	117,5	118,1	119,5
5. Taux d'inflation(en p.c)	0,6	2,0	4,0	6,7	6,3	7,0
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	639 140,6	728 832,2	824 972,7	689 016,9	792 396,2	884 883,5
1.1. Recettes fiscales (cumul)	575 936,4	659 854,9	739 612,5	621 792,3	719 542,8	795 138,0
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	63 204,1	68 977,3	85 360,2	67 224,6	72 853,4	89 745,4
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	-	-	-	-	-	-
2. Dépenses cumulées	984 670,9	1 129 596,2	1 281 269,2	916 589,2	1 172 776,9	1 267 145,2
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	292 015,7	328 771,2	366 290,1	320 115,3	413 007,2	453 256,5
3. Dette publique (en MBIF)	3 145 202,7	3 168 700,5	3 218 342,6	3 593 671,6	3 790 677,4	3 811 705,5
3.1. Encours dette intérieure	2 212 506,9	2 240 984,0	2 280 841,4	2 595 829,4	2 790 659,4	2 807 763,4
dont bons et obligations du Trésor	1 393 116,1	1 417 542,6	1 450 627,6	1 727 319,1	1 745 687,9	1 763 803,9
avance ordinaire BRB	-	-	-	-	-	-
3.2. Encours dette extérieure (en MBIF)	932 695,8	927 716,5	937 501,2	997 842,2	1 000 018,0	1 003 942,1
3.3. Encours dette extérieure (en dollar américain)	503,0	498,7	502,2	518,8	518,4	519,0
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	203,6	5 459,7	1 726,5	1 348,4	6 054,6	3 449,5
dont amortissements	138,8	3 671,7	1 338,5	1 018,1	4 905,1	2 706,6
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	1 749,1	399,0	3 884,0	245,7	2 729,8	2 949,3
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	624 568,8	644 436,4	613 077,1	702 111,5	765 530,6	702 346,1
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	2 076 361,8	2 076 038,7	2 080 439,5	2 494 710,6	2 562 927,4	2 555 737,6 (p)
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	1 897 243,3	1 890 926,3	1 897 518,3	2 283 115,8	2 348 779,0	2 343 402,7 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	2 641 464,0	2 683 638,7	2 714 331,8	3 152 917,0	3 388 597,4	3 380 161,9 (p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	1 487 528,5	1 503 930,6	1 518 637,4	1 763 290,7	2 037 544,9	2 029 811,5 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	242 519,7	227 582,3	236 232,9	273 527,0	294 063,3	305 287,1
6. Opérations sur les Appels d'Offres	-	-	-	-	-	-
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	344 080,0	389 190,0	395 850,0	449 070,0	349 400,0	301 850,0
6.2 Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en %)	-	-	-	-	-	-
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	2,44	2,36	2,26	-	3,74	3,44
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	2,62	2,54	2,61	3,25	3,45	4,64
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	3,08	3,02	3,02	3,36	3,60	4,20
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7.5. Apport de liquidité	2,55	2,59	2,65	2,77	2,58	2,36
7.6. Facilité de prêt marginal	5,35	5,29	5,22	6,00	6,60	6,60
7.7. Marché interbancaire	3,58	3,40	3,34	4,27	4,42	4,73
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	5,26	5,40	4,93	5,55	5,55	5,62
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	15,74	15,80	15,48	15,26	15,39	15,29
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	202 635,7	264 644,0	288 072,5	202 229,0	228 444,6	252 978,1
dont Café Arabica	45 676,5	51 335,7	58 059,6	15 556,2	23 772,7	33 191,3
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	68 816,0	76 215,0	85 145,0	56 378,0	68 606,0	80 739,0
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb	28,8	47,7	137,7	69,3	32,4	116,6
- BIF/Kg	1 164,3	1 954,9	5 623,0	2 909,6	1 335,6	4 940,7
1.3. Encaissements café (cumul en MBIF)	60 402,2	62 944,1	66 246,0	21 055,2	25 813,8	35 309,4
2. Importations (cumul en MBIF)	1 072 084,9	1 202 221,8	1 344 644,5	1 146 197,0	1 321 421,0	1 467 939,0
dont produits pétroliers	186 453,8	210 314,9	242 183,9	192 437,7	212 899,8	236 223,2
2.1. Volume des importations (cumul en T)	735 073,0	839 651,0	944 918,0	760 416,0	864 993,0	980 841,0
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF	-	-	-	-	-	-
3.1.1. Nominal	93,0	93,4	92,8	88,1	88,0	88,0
3.1.2. Réel	92,2	93,5	93,0	91,4	91,8	92,8
3.2. Taux de change	-	-	-	-	-	-
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 857,2	1 863,4	1 869,6	1 926,1	1 931,6	1 936,5
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 854,4	1 860,4	1 866,7	1 923,5	1 929,1	1 934,5
(1): la campagne café commence au mois de mai et se termine au mois d'avril de l'année suivante						
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : n'existe pas						

Source : BRB

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	30/10/2019	30/10/2020	Variation en %	30/10/2019	30/10/2020	Variation en %	30/10/2019	30/10/2020	Variation en %
I. EMPLOIS	2 922 881,6	3 469 229,4	18,7	200 355,2	253 222,6	26,4	3 123 236,8	3 722 452,0	19,2
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	2 522 015,2	2 983 549,2	18,3	165 787,1	218 882,5	32,0	2 687 802,3	3 202 431,7	19,1
A. Actifs Liquides	1 587 734,0	1 904 864,6	20,0	19 097,0	23 690,4	24,1	1 606 830,9	1 928 555,0	20,0
Caisse	63 977,6	85 538,9	33,7	18,1	18,6	2,8	63 995,7	85 557,4	33,7
B.R.B.	159 293,3	175 348,2	10,1	3 367,8	2 655,4	- 21,2	162 661,1	178 003,6	9,4
Avoirs auprès des banques et assimilés	77 676,8	81 183,6	4,5	6 403,8	2 707,7	- 57,7	84 080,7	83 891,3	- 0,2
Bons, Obligations du Trésor	1 286 786,2	1 562 793,9	21,4	9 307,2	18 308,8	96,7	1 296 093,5	1 581 102,7	22,0
B. Crédits	934 281,2	1 078 684,6	15,5	146 690,1	195 192,1	33,1	1 080 971,4	1 273 876,7	17,8
Court terme	512 712,5	592 460,8	15,6	2 382,3	3 301,3	38,6	515 094,9	595 762,1	15,7
Moyen terme	316 106,7	320 856,6	1,5	45 405,1	36 385,1	- 19,9	361 511,8	357 241,7	- 1,2
Long terme	105 462,0	165 367,2	56,8	98 902,7	155 505,7	57,2	204 364,7	320 872,9	57,0
Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	136 629,38	161 589,6	18,3	7 910,3	8 167,0	3,2	144 539,7	169 756,6	17,4
I.3. Autres	264 237,02	324 090,6	22,7	26 657,8	26 173,1	- 1,8	290 894,8	350 263,7	20,4
II. RESSOURCES	2 922 881,6	3 469 229,4	18,7	200 355,2	253 222,6	26,4	3 123 236,8	3 722 452,0	19,2
II.1. Principales ressources	2 502 723,1	2 955 823,1	18,1	138 864,4	184 839,8	33,1	2 641 587,5	3 140 662,9	18,9
Clientèle	1 643 018,5	2 048 364,3	24,7	97 504,5	138 557,8	42,1	1 740 523,0	2 186 922,1	25,6
<i>dont 10 grands dépôts des banques</i>	779 930,5	1 113 252,2	42,7	15 247,8	26 971,2	76,9	795 178,3	1 140 223,4	43,4
Refinancement auprès B.R.B.	411 868,7	325 327,8	- 21,0	-	-	-	411 868,7	325 327,8	- 21,0
Dettes envers banques et assimilés	193 193,2	260 704,8	34,9	6 727,1	6 689,1	- 0,6	199 920,3	267 393,9	33,8
II.2. Autres	420 158,5	513 406,3	22,2	61 490,8	68 382,8	11,2	481 649,3	581 789,1	20,8
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
Fonds propres de base nets	297 409,4	377 323,0	26,9	33 539,4	35 488,9	5,8	330 948,8	412 811,9	24,7
Fonds propres	317 018,2	399 209,8	25,9	41 231,8	43 757,5	6,1	358 250,0	442 967,3	23,6
Risques pondérés	1 047 845,3	1 345 767,6	28,4	143 539,4	96 137,8	- 33,0	1 191 384,7	1 441 905,4	21,0
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	28,4	28,0	-	23,4	36,9	-	27,8	28,6	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	30,3	29,7	-	28,7	45,5	-	30,1	30,7	-
Ratio de levier (norme 5%)	10,2	10,9	-	16,7	14,0	-	10,6	11,1	-
Qualité du portefeuille crédits									
Créances impayées	116 794,4	123 947,0	6,1	28 293,0	31 064,3	9,8	145 087,4	155 011,3	6,8
Créances à surveiller	44 217,5	54 791,1	23,9	17 254,8	21 436,8	24,2	61 472,3	76 227,8	24,0
Créances Non performantes	72 576,8	69 155,9	- 4,7	11 039,0	9 627,5	- 12,8	83 615,8	78 783,5	- 5,8
Créances pré douteuses	12 182,4	7 492,1	- 38,5	5 024,0	4 452,0	- 11,4	17 206,4	11 944,2	- 30,6
Créances douteuses	6 223,7	20 002,2	221,4	3 366,0	2 634,6	- 21,7	9 589,7	22 636,8	136,1
Créances compromises	54 170,7	41 661,6	- 23,1	2 649,0	2 540,9	- 4,1	56 819,7	44 202,4	- 22,2
Dépréciations	63 359,6	45 562,6	- 28,1	4 934,0	3 838,7	- 22,2	68 293,6	49 401,3	- 27,7
Taux de prêts non performants	7,8	6,4	-	7,5	4,9	-	7,7	6,2	-
Taux d'impayés	12,5	11,5	-	19,3	15,9	-	13,4	12,2	-
Taux de provisionnement	87,3	65,9	-	44,7	39,9	-	81,7	62,7	-
Concentration des crédits									
Grands risques	288 982,0	400 821,4	38,7	3 954,0	3 754,1	- 5,1	292 936,0	404 575,5	38,1
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	32,0	31,1	-	73,2	77,1	-	34,6	34,2	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts	44,0	45,0	-	4,6	7,2	-	41,5	42,5	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	432,7	414,2	-	27,8	51,6	-	391,6	383,0	-
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	30,9	37,2	-	2,7	1,9	-	27,1	31,8	-
Liquidité									
Coefficient de liquidité en BIF	231,8	225,3	-	-	-	-	231,8	225,3	-
Coefficient de liquidité en devises	126,1	193,5	-	-	-	-	126,1	193,5	-
Total crédits/total dépôts	56,9	52,7	-	150,4	140,9	-	62,1	58,2	-
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	89,8	93,7	-	250,2	198,3	-	105,2	106,4	-
Dix gros dépôts/Total dépôts	47,5	54,3	-	15,6	19,5	-	45,7	52,1	-
Rentabilité et performance									
Résultat avant impôt	104 041,4	122 748,8	18,0	7 021,5	9 232,4	31,5	111 062,9	131 981,2	18,8
Résultat net de l'exercice	97 859,8	117 011,5	19,6	5 832,9	8 073,6	38,4	103 692,7	125 085,1	20,6
Produit Net Bancaire	196 949,3	224 391,3	13,9	15 020,1	17 569,0	17,0	211 969,4	241 960,3	14,1
ROA	3,35	3,37	-	2,91	3,19	-	3,32	3,36	-
ROE	30,87	29,31	-	14,15	18,45	-	28,94	28,24	-

Source : BRB

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2015	2016	2017	2018	2019
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en %)	-0,4	3,2	3,8	4,2	4,1
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	5,5	5,6	16,1	-2,6	-0,8
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	120,8	124,7	172,6	180,2	179,5
Importations, CAF (en millions de dollar)	721,4	616,2	756,0	793,5	871,0
Volume des exportations (en tonnes)	85 758,0	84 614,0	93 125,0	103 218,0	102 721,0
Volume des importations (en tonnes)	632 337,0	708 203,0	822 514,0	976 694	1 143 866,0
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-373,2	-339,7	-360,0	-361,8	-349,0
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 571,9	1 654,6	1 729,1	1 782,9	1 845,6
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 617,1	1 688,6	1 766,7	1 808,3	1 881,6
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	136,4	95,4	102,2	70,3	113,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	2,0	1,5	1,7	1,0	1,5
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-75 870,1	-176 523,1	-154 400,0	-203 201,0	-206 340,3
Crédit intérieur (en MBIF)	1 410 604,3	1 767 122,4	2 004 966,2	2 369 485,6	2 830 022,4
Créances nettes sur l'Etat	687 259,5	905 857,4	1 112 214,4	1 337 534,0	1 621 458,5
Créances sur l'économie	723 344,8	861 265,0	892 941,6	1 038 614,2	1 208 563,9
Masse monétaire (M3)	1 060 791,0	1 187 101,8	1 499 512,9	1 797 468,9	2 205 255,2
Masse monétaire (M2)	923 271,7	1 093 131,8	1 340 926,6	1 325 958,7	2 017 166,9
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,8	4,4	4,3	4,4	3,1
Base monétaire (Taux de croissance)	-8,6	29,2	39,0	-3,3	23,6
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en %)	3,4	3,1	2,8	2,9	2,7
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en %)	9,8	8,6	7,1	5,8	5,4
Taux d'intérêt moyens créditeurs (en %)	8,7	7,7	6,0	5,6	5,3
Taux sur les Obligations du Trésor à 5 ans et plus	-	-	14,3	12,3	12,3
Taux d'intérêt moyens débiteurs (en %)	16,9	16,5	16,2	15,9	15,7
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en % du PIB)	16,7	15,6	15,7	18,0	19,7
Dépenses (en % du PIB)	24,7	21,5	20,0	22,6	24,0
Solde primaire (en % du PIB), base droits constatés)	-6,0	-2,3	-1,4	-0,9	1,4
Solde budgétaire global (en % du PIB , base droits constatés)					
- dons exclus	-11,8	-8,4	-6,8	-8,2	-8,2
- dons inclus	-8,0	-5,9	-4,3	-4,5	-4,3
Dettes intérieure (en MBIF)	1 070 572,8	1 376 307,8	1 647 896,9	1 937 821,9	2 314 985,5
Dettes extérieure (en MUSD, en fin de période)	427,4	429,1	440,5	451,1	502,3
Ratio du service de la dette extérieure (en % des exportations)	3,9	4,2	5,1	3,4	5,7
Dettes extérieure (en % du PIB)	15,6	14,9	13,6	14,0	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	4 417,9	4 848,2	5 702,1	5 816,7	6 254,8

nd= non disponible

Source : BRB